

titre d'impérialistes. L'attaque était menée par le Pakistan, qui est pourtant l'un des principaux bénéficiaires de nos programmes d'aide. C'est également un pays dont le chef de gouvernement a affirmé - avant d'être exécuté - qu'il préférerait forcer son pays à manger de l'herbe plutôt que de renoncer à son droit de mettre au point une bombe nucléaire. Avons-nous réellement raison de dissocier entièrement notre politique d'aide du reste de nos relations, politiques et économiques, avec les pays concernés?

Je me demande également si nous accordons suffisamment d'attention à nos relations économiques et commerciales. Comment se fait-il, par exemple, que le Canada ait si peu d'échanges commerciaux avec des économies aussi puissantes et dynamiques que le Mexique, le Brésil et le Venezuela? Peut-être avons-nous été trop lents à établir des liens économiques vraiment solides avec les pays à croissance rapide en bordure du Pacifique.

Je ne suis pas davantage certaine que nous ayons accordé autant d'attention que nous l'aurions dû à notre voisin immédiat et partenaire le plus proche, les États-Unis. Je dis ceci sans compromettre d'aucune façon ma position de nationaliste canadienne convaincue: nos relations avec les États-Unis sont si importantes qu'elles doivent, de par ce seul fait, être notre toute première priorité. À cet égard, avons-nous été aussi attentifs, coopératifs et, il faut bien le dire, aussi fermes que nous aurions dû l'être?

Et au delà de tout ceci plane évidemment la question de nos alliances et de nos engagements militaires. Il y a à ce chapitre autant de questions qui demandent une réponse que dans le cas de la politique étrangère et de l'aide.

Comme je l'ai dit au début, Monsieur le Président, je ne prétends pas avoir les réponses à toutes ces questions. Il se peut que les politiques que nous poursuivons soient toujours appropriées pour les années 80. Mais étant donné les changements considérables qui se produisent sur la scène internationale, je crois qu'il est de mon devoir de m'assurer que nous ne tenons pas les réponses pour acquises.

C'est pourquoi nous avons entrepris une revue de notre politique étrangère. Je crois que cette revue est absolument essentielle si nous voulons être certains que